

Robert Comeau

Historien, professeur retraité, département d'histoire, UQÀM

(1978)

"L'idéologie petite-bourgeoise
des indépendantistes de
La Nation, 1936-1938."

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir de :

Robert Comeau,

"L'idéologie petite-bourgeoise des indépendantistes de *La Nation*,
1936-1938".

Un article publié dans l'ouvrage publié sous la direction de Fernand DUMONT, Jean-Paul MONTMINY et Jean HAMELIN, **IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS, 1930-1939**, pp. 201-214. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1978, 361 pp. Collection : Histoire et sociologie de la culture, no 11.

[Autorisation formelle accordée le 7 décembre 2009, par le directeur général des Presses de l'Université Laval, M. Denis DION, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : denis.dion@pul.ulaval.ca

PUL : <http://www.pulaval.com/>

Robert Comeau : comeau.robert@sympatico.ca

Police de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 13 mars 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



REMERCIEMENTS



Nous sommes infiniment reconnaissants à la direction des **Presses de l'Université Laval**, notamment à M. **Denis DION**, directeur général, pour la confiance qu'on nous accorde en nous autorisant la diffusion de ce livre ainsi que de tous les livres de cette magnifique collection dirigée par Fernand DUMONT : HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DE LA CULTURE.



Courriel : denis.dion@pul.ulaval.ca

PUL : <http://www.pulaval.com/>

Jean-Marie Tremblay,
Sociologue,
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales.
20 février 2011.

Histoire et sociologie de la culture

Sous la direction de
Fernand DUMONT et Pierre SAVARD

OUVRAGES EN PRÉPARATION
dans Les Classiques des sciences sociales.

- 1) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1850-1900***. Québec: PUL, 1971, 327 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 1.
- 2) Pierre Thibeault, ***Savoir et pouvoir. Philosophie thomiste et politique cléricale au XIXe siècle***. PUL, 1972. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 2.
- 3) ***Les religions populaires. Colloque international 1970***. Textes présentés par Benoît Lacroix et Pietro Boglioni. Québec: PUL, 1972. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 3.
- 4) ***Le merveilleux. Deuxième colloque sur les religions populaires 1971***. Textes présentés par Fernand Dumont, Jean-Paul Montminy et Michel Stein. Québec: PUL, 1974. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 4.
- 5) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin, Fernand Harvey et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1900-1929***. Québec: PUL, 1974, 392 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 5.
- 6) ***Les Manuels d'histoire du Canada au Québec et en Ontario, de 1867 à 1914***, par Geneviève Laloux-Jain, 1974.
- 7) André-J. Bélanger, ***L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936***. Québec: PUL, 1974, 392 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 7.
- 8) Richard Jones, ***L'idéologie de l'Action catholique de 1917 à 1930***. Québec: PUL, 1974, 359 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 8.

10) Jean-Paul Hauteceur, **L'Acadie du discours**. Québec: PUL, 1975. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 10. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

11) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, **Idéologies au Canada français 1930-1939**. Québec: PUL, 1978, 361 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 11.

12.1) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, **Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 1er: La Presse et la Littérature**. Québec: PUL, 1981, 360 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

12.2) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, **Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 2: Les Mouvements sociaux — Les Syndicats**. Québec: PUL, 1981, 390 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

12.3) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, **Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 3: Les partis politiques — L'Église**. Québec: PUL, 1981, 360 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

« HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DE LA CULTURE »

[Retour à la table des matières](#)

Pendant longtemps au Canada français, soit au moins depuis François-Xavier Garneau, l'histoire à occupé le devant de la scène sinon toute la scène des sciences humaines. L'histoire politique surtout à connu et connaît encore - renouvelée par les techniques de la sociologie électorale - une riche carrière. L'histoire économique et sociale vient d'être véritablement lancée chez-nous et la vogue qu'elle connaît chez les jeunes chercheurs de même que quelques ouvrages parus témoignent d'un succès promis à durer. Quant à l'histoire culturelle, il n'est point besoin d'insister sur son intérêt pour un peuple qui s'est tant défini en fonction de la culture et en un temps où, partout dans le monde, on parle de « révolution culturelle ». Ces divers courants de la recherche historique supposent évidemment des dialogues, plus serrés et plus complexes que naguère, entre l'histoire et les autres sciences humaines. Cela est particulièrement évident pour l'histoire culturelle (ou pour ce qu'on appelle aussi l'« histoire des mentalités »). Du moment où on récuse les cloisonnements rigides entre l'histoire religieuse et l'histoire littéraire, entre l'histoire des idées et l'histoire des attitudes devant la vie, le travail historique fait appel d'une manière infiniment plus directe à la sociologie et aux disciplines voisines.

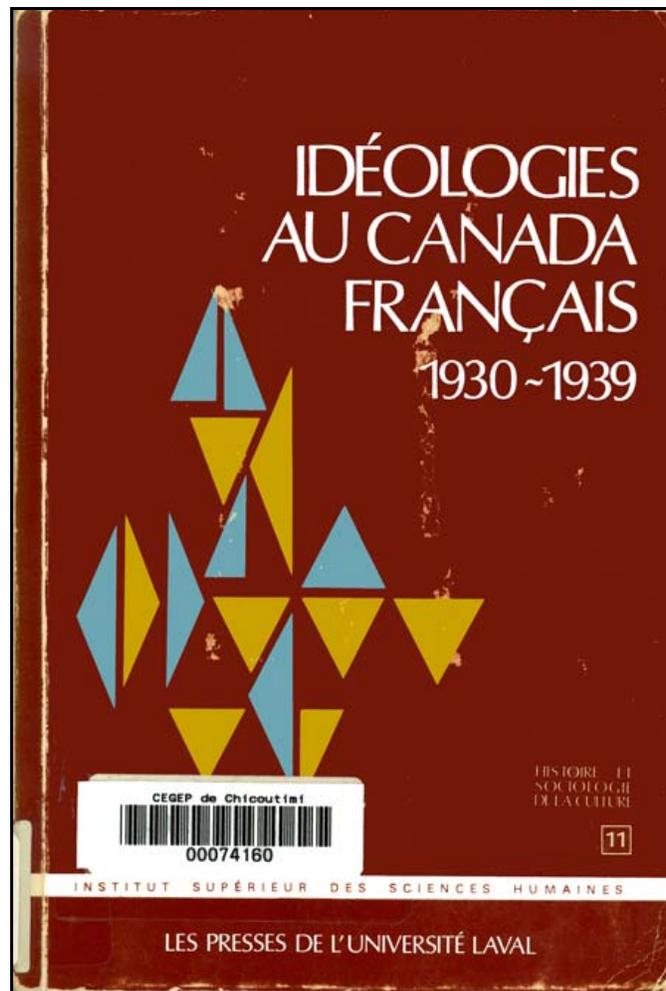
Par ailleurs, les chercheurs ne croient plus guère à cette illusoire division du travail où le passé et le présent semblaient constituer les domaines respectifs de l'histoire et de la sociologie. L'histoire s'enracine carrément dans l'interprétation des problèmes d'aujourd'hui de même que la sociologie se fait rétrospective, sans que pour autant on veuille céder au syncrétisme des méthodes ou des perspectives.

Cela justifie, il nous semble, cette nouvelle collection consacrée à l'histoire et à la sociologie de la culture. Publiée sous l'égide de l'Institut supérieur des sciences humaines de l'Université Laval, la collection ne se bornera pourtant pas à réunir des travaux effectués au sein de cet organisme. Elle accordera tout naturellement la primauté aux préoccupations interdisciplinaires.

Fernand DUMONT et Pierre SAVARD

Robert Comeau

"L'idéologie petite-bourgeoise des indépendantistes
de *La Nation*, 1936-1938."



Un article publié dans l'ouvrage publié sous la direction de Fernand DUMONT, Jean-Paul MONTMINY et Jean HAMELIN, **IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS, 1930-1939**, pp. 201-214. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1978, 361 pp. Collection : Histoire et sociologie de la culture, no 11.

Table des matières

- I. [Contre la « dictature des monopoles » et la prolétarisation](#)
- II. [Le corporatisme ou l'utopique retour en arrière](#)
- III. [Pour l'émergence d'une bourgeoisie nationale](#)

[201]

"L'idéologie petite-bourgeoise des indépendantistes de « *La Nation* », 1936-1938." ¹

par Robert Comeau

[pp. 201-214.]

[Retour à la table des matières](#)

La crise économique donna naissance à de multiples mouvements de contestation à caractère nationaliste et petit-bourgeois ; l'accélération du processus de concentration du capital mettait directement en cause l'existence de la petite production et de la petite propriété. Ces mouvements, à travers la critique du régime Taschereau, s'en prenaient au libéralisme économique, à la démocratie parlementaire et à la « trahison des élites ». Ils préconisaient une troisième voie entre le capitalisme et le communisme, qu'ils combattaient violemment. Empruntant aux fascistes européens - notamment à Mussolini et à Salazar - les idées corporatistes, ils ne remettaient pas en cause le système d'exploitation économique et la plupart d'entre eux, simples autonomistes, ne préconisaient pas la fin du régime fédératif.

Quelques mouvements séparatistes se démarquent toutefois du courant autonomiste : les *Jeunesses Patriotes* ², les *Jeunes Laurentiens*. Le mouvement *Jeunes-*

¹ Sur ce groupe indépendantiste, voir Robert COMEAU, *les Indépendantistes québécois, 1936-1938*. Thèse de M.A. (histoire), Université de Montréal, 1971. 212p.

² Parmi les séparatistes de ce mouvement, on trouve, entre 1935 et 1937, Walter Patrice O'Leary, Jean-Paul Robillard, Michel Chartrand, Philippe Vaillancourt,

Canada n'est pas unanimement pour l'indépendance du Québec. Signalons également la revue *Vivre* à laquelle collaborent deux futurs rédacteurs de *la Nation*, Pierre Chaloult et Jean-Louis Gagnon. Cette revue antidémocrate, violemment antibritannique, s'afficha séparatiste dès 1934. Le journal *l'Indépendance*, publié par les *Jeunes Patriotes*, ne fut édité qu'à un seul numéro. C'est surtout *la Nation* et *l'Unité nationale* qui furent les principaux protagonistes de l'option séparatiste.

À l'été 1935, les quatre fondateurs de *la Nation*, Paul Bouchard, Albert Pelletier, Roger Vézina et Pierre Letarte, se réunirent en vue de publier un journal séparatiste au début de l'année 1936. Ils désiraient également regrouper tous les éléments nationalistes à l'intérieur d'un [202] vaste mouvement autonomiste. Ces membres propriétaires et fondateurs de *la Nation* étaient tous de jeunes avocats, ex-militants libéraux pour la plupart partageant la même sympathie pour Paul Gouin. Paul Bouchard, vraiment l'âme dirigeante du journal, en assurait la direction et l'orientation idéologique. Ce leader autoritaire a toujours voulu regrouper dans un parti politique tous les nationalistes. Ayant échoué dans ses tentatives électorales à la tête de partis autonomistes ³, il placera son talent d'organisateur au service de l'Union nationale, après avoir vivement combattu Maurice Duplessis ⁴.

Dostaler O'Leary, Jean-Louis Gagnon, Jean Séguin, l'abbé Carmel Brouillard et François Hertel.

³ Dès décembre 1936, Paul Bouchard déçu par Maurice Duplessis propose la création d'un grand parti autonomiste provincial. Le 25 mars 1937, *la Nation* devient l'organe d'un nouveau parti fédéral, le Parti autonomiste, après s'être affiché « l'organe du mouvement séparatiste ». *La Nation* mène ensuite une campagne pour gagner les nationalistes prestigieux de Québec (R. Chaloult, O. Drouin, A. Marcoux, E. Ouellet, etc.) à l'idée de lancer un parti véritablement nationaliste qui pourrait remplacer l'Union nationale. Après la fondation du Parti national par Philippe Hamel, Paul Bouchard invite, le 24 juin 1937, les anciens partisans montréalais de Paul Gouin à se rallier à ce parti québécois. Les dirigeants de la défunte A.L.N. ne réussiront pas à s'entendre avec ceux du Parti national. En 1938, lorsque Paul Gouin réapparaît sur la scène politique pour susciter un regroupement de toutes les forces nationalistes contre Duplessis, *la Nation* organise un grand congrès à Sorel pour ressusciter l'A.L.N., espérant que les dirigeants du P.N. accepteraient d'y participer. Suite à ce nouvel échec, P. Bouchard lance sur la scène fédérale un nouveau parti le 20 novembre 1938, le Parti nationaliste.

⁴ Les séparatistes de *la Nation* ont d'abord participé, activement à la campagne électorale contre Adélar Godbout ; P. Bouchard parle même de « séparatisme ». À quelques jours du scrutin du 15 août 1936, ils préconisent, l'abstention, après avoir accordé leur appui aux candidats de l'U.N. Après la victoire de Duplessis,

Les séparatistes de 1936 qui joignent les rangs de la coalition antilibérale ont rapidement modifié leur programme politique. On peut distinguer quatre options constitutionnelles. Ils sont d'abord unanimes à déclarer le séparatisme nécessaire et possible (de février 1936 à mars 1937) ; ils préconisent ensuite un « réaménagement de la structure fédérale en une fédération d'États » (de mars 1937 à décembre 1937). Dans un troisième temps, ils proclament la nécessité d'acquérir de nouveaux pouvoirs afin d'augmenter la marge d'autonomie provinciale jugée insuffisante (de décembre 1937 à octobre 1938). Enfin, à mesure que les tentatives centralisatrices du gouvernement fédéral se font plus pressantes et que la question de la participation au deuxième conflit mondial pose en priorité les rapports du Canada avec l'Angleterre, ils se font les défenseurs du statu quo, espérant mettre un frein au processus de centralisation (d'octobre 1938 à août 1939). C'est ainsi que des ex-militants québécois vont tenir en différentes villes de la province des assemblées où « ils souhaitent l'indépendance du Canada plutôt que la participation à une nouvelle guerre ⁵ ». Pour expliquer le ralliement des séparatistes à l'autonomisme, il ne faudrait peut-être pas négliger, en plus des circonstances politiques, l'influence de l'abbé Lionel Groulx ⁶. Car le mouvement de Paul Bouchard, contrairement à ce qu'a pu affirmer Léon Dion ⁷, ne peut se comprendre en dehors de la perspective de l'abbé Groulx qui était véritablement l'objet d'un culte de leur part.

À travers les quelques justifications apportées par les rédacteurs de la Nation à l'appui de leur thèse séparatiste et à partir de l'analyse de leur programme économique, nous tenterons d'expliquer en quoi ces intellectuels sont les commis de la petite-bourgeoisie « traditionnelle » canadienne-française. Nous verrons que même

ils mettent sur pied un comité de liaison des divers mouvements de jeunes nationalistes pour combattre celui qui vient d'écarter du cabinet les députés les plus « radicaux ». Il sera très combattu en 1937. Les séparatistes l'appuieront dans sa lutte aux communistes en 1937-1938. À partir de 1939, Paul Bouchard deviendra l'organisateur en chef de la propagande de l'Union nationale.

⁵ Robert RUMILLY, *Histoire de la province de Québec*, vol. 37, p. 121.

⁶ Sur les rapports que les séparatistes de la Nation ont entretenus avec l'abbé Groulx, voir Robert COMEAU, « Lionel Groulx, les indépendantistes de *la Nation* et le séparatisme (1936-1938) », R.H.A.F., vol. 26, n° 1, juin 1972, pp. 83-102.

⁷ Léon DION, « Le nationalisme pessimiste : sa source, sa signification, sa validité », *Cité libre*, n° 18, novembre 1957, p. 9.

s'ils affirment que leur journal n' « est au service d'aucun intérêt financier » et qu'il est « une oeuvre de libération et de relèvement national indépendante de toute affiliation partisane et de toute coterie financière ou autre ⁸ », leur idéologie et leurs positions politiques sont petites-bourgeoises ⁹. Les séparatistes de la Nation multiplient les attaques contre le grand capital, « la haute finance étrangère » ; ils proposent un « ordre nouveau », le corporatisme [203] qu'ils présentent comme la seule issue entre le communisme et le libéralisme économique. Malgré de grandes condamnations du capitalisme, nous verrons qu'ils ne remettent pas en cause ce système d'exploitation puisqu'ils souhaitent ouvertement le développement d'une bourgeoisie capitaliste canadienne-française. À cette étape de transition vers la dominance du capitalisme monopoliste, nous retrouverons, dans ces discours, tout le désarroi et la frustration de la petite-bourgeoisie dans son espoir de passage au statut de bourgeoisie. Nous verrons comment elle compte se servir de l'État « indépendant » et corporatif pour assurer sa promotion économique.

⁸ *La Nation*, 18 avril 1936, p. 3.

⁹ Sur la nature de classe de la petite-bourgeoisie et l'idéologie petite-bourgeoise, voir Nicos POULANTZAS, *Fascisme et Dictature*, Maspéro, 1970, pp. 256-267. « Compte tenu du rapport étroit entre idéologie et position politique de classe, dans une formation sociale capitaliste, seules existent au sens fort d'idéologies de classe, celles des deux classes fondamentales, opposées politiquement jusqu'au bout : la bourgeoisie et le prolétariat. C'est dire par là que seules existent, en tant qu'ensembles à cohérence propre et systémativité relative, l'idéologie bourgeoise dominante et l'idéologie liée à la classe ouvrière. Néanmoins, on peut parier en toute rigueur, d'un effectif sous-ensemble idéologique « petit-bourgeois ». Ce sous-ensemble est constitué par l'influence de l'idéologie bourgeoise (dominante) sur les aspirations propres de la petite-bourgeoisie, relativement à sa situation spécifique de classe. Dans cette torsion-adaptation de l'idéologie bourgeoise aux aspirations de la petite-bourgeoisie, celle-ci y insère d'ailleurs des « éléments » idéologiques spécifiques relevant de sa propre situation de classe. (...) En raison de la situation ambiguë de classe de la petite-bourgeoisie, le sous-ensemble idéologique petit-bourgeois comporte également, plus encore que l'idéologie dominante, des « emprunts » à l'idéologie de la classe ouvrière, déviés et adaptés aux aspirations propres à la petite-bourgeoisie. » (N. POULANTZAS, op. cit., pp. 260-261).

I. - Contre la « dictature des monopoles » et la prolétarisation

[Retour à la table des matières](#)

Les rédacteurs de la Nation ont rapidement pris conscience de la « dictature des monopoles ». La lutte qu'ils mènent contre les trusts est présentée sous le couvert d'une lutte nationale : c'est toute la nation que les grands capitalistes étrangers sont accusés d'asservir ¹⁰. Charles Gagnon a bien expliqué le jeu des nationalistes qui prétendent libérer « la nation toute entière » :

Or les petits-bourgeois sont naturellement les premiers, relativement aux prolétaires, à prendre conscience d'un durcissement des monopoles impérialistes parce qu'ils sont mieux informés, parce qu'ils ont une conscience plus claire de leurs intérêts, parce qu'ils connaissent mieux le monde dans lequel ils vivent. Ils sont plus près d'une conscience de classe dynamique. Un revers, mieux une série de revers, comme l'impossibilité de développer leur entreprise ou même dans bien des cas la baisse de leurs profits et/ou de leurs chiffres d'affaires, accentue le processus. Comment vont-ils formuler cet antagonisme, ce conflit d'intérêts ? Entre capitalistes, entre partisans d'un même système économique, on ne peut s'opposer, se définir en termes purement économiques ; ce serait avouer les contradictions du régime dont on entend tirer des bénéfices importants, le système dont on vit et pour lequel on vit.

Il reste les différences culturelles, ethniques, etc. ; c'est donc en tant que nations dominées que trouvent à s'exprimer les petites-bourgeoisies des pays colonisés. (...) Au nom de la nation, on réclame plus de pouvoir politique et économique ; on compte bien, de toute façon, utiliser la politique pour des fins économiques ¹¹.

¹⁰ Voir par exemple la Nation, 3 décembre 1936 ; 7 janvier 1937 ; 4 février 1937 ; 15 juillet 1937 ; 25 novembre 1937.

¹¹ Charles GAGNON, « Classe et conscience de classe », *Socialisme 69*, n° 18, juillet-août 1969, p. 70.

Les grands détenteurs de monopoles au sujet desquels le Rapport de la Commission d'enquête sur les écarts des prix de 1934 (Enquête Stevens) apportait quelques révélations, sont perçus comme étant « ceux qui détiennent dans le gouvernement central tous les leviers de commande ¹² ». Ils dénoncent cette « tyrannie de la ploutocratie trustée ¹³ » [204] qui, disent-ils, tire sa force de la démocratie libérale. Le gouvernement fédéral n'est que « le comité exécutif chargé de protéger les intérêts de la douzaine de ploutocrates qui asservit et exploite le pays tout entier ¹⁴ ».

Le trust de l'électricité est leur principale cible ¹⁵. *La Nation* s'est prononcée à maintes reprises en faveur de son étatisation ¹⁶. Ils reprennent un des arguments du docteur Hamel : « Impossible pourtant de stimuler le développement de la petite industrie aux prix où le trust vend l'énergie motrice dans tous nos petits centres. Sans l'obtention d'électricité à bon marché, adieu la petite industrie ¹⁷. »

Aux prises avec le « grand capital », ces représentants de la petite-bourgeoisie mènent également une lutte énergique contre les travailleurs qui prennent conscience de leurs intérêts propres et tentent de s'organiser sur une base de classe :

La crise nous a révélé que deux classes de métèques nous dominent, nous exploitent ou nous corrompent. En haut, les ploutocrates trustards qui s'enrichissent à même nos ressources naturelles et que seul un État fasciste pourra dompter (...) En bas toute une voyoucratie intellectuelle et communiste qui tente de dénationaliser le prolétaire avec la lutte des classes et fomenter la révolution sociale. Le corporatisme italien met fin à cet état de

¹² Paul BOUCHARD, 17 décembre 1936.

¹³ Ibid., 18 novembre 1937.

¹⁴ Ibid., 19 août 1937.

¹⁵ Paul Bouchard s'est expliqué là-dessus : « Or, sauf le cas de l'électricité, je ne crois pas que l'on ait fait la guerre à aucun des autres monopoles qui pressurent le peuple : les banques, le charbon, le tabac, le lait, la viande. La cause ? Aucun économiste ne s'est spécialisé dans la connaissance de ces monopoles comme l'a fait le docteur Hamel pour l'énergie électrique. Il est temps plus que jamais de combler cette lacune. Nous avons commencé les banques. Nous allons bientôt lancer l'offensive contre le téléphone et le tabac. » (*La Nation*, 4 février 1937.)

¹⁶ Voir en particulier le n° du 5 août 1937 consacré entièrement à ce sujet. Ils expliquent leur appui à Philippe Hamel, même s'il n'est pas séparatiste.

¹⁷ Philippe HAMEL, 5 août 1937.

choses et nous donne un système parfait et sûr de reconstruction économique et sociale d'une nation ¹⁸.

La Nation qui se pique d'être le plus anticommuniste de tous les journaux nationalistes, collabore étroitement avec l'Union nationale ouvrière pour encadrer les travailleurs salariés. *La Nation* est l'organe officiel de ce mouvement, qui selon son fondateur Henri-Paul Papillon, serait « la plus solide organisation ouvrière anticommuniste existante actuellement au Canada ¹⁹ ». Les rédacteurs de *la Nation*, qui collaborent étroitement avec les fascistes à l'organisation d'assemblées anticommunistes, se font un point d'honneur « d'avoir mené la plus forte campagne contre l'organe du Parti communiste au Québec, *Clarté* ²⁰ ». Paul Bouchard est très explicite : « On pourra appeler ça du fascisme si on veut, mais nous autres à l'U.N.O., nous croyons à la coopération ! entre les classes. La lutte des classes, nous sommes prêts à laisser cela à toutes les Internationales, celles de Lewis comme celle de Trotsky ²¹ ».

Comme tous les petits-bourgeois, les séparatistes de 1936-1937 rejettent les solutions économiques qui remettraient en cause la propriété privée des moyens de production. « Partisans du maintien de la propriété privée et de l'initiative individuelle ²² », ils n'ont jamais remis en question le système capitaliste. C'est plutôt l'appât du corporatisme qu'ils offrent aux ouvriers. Ils leur promettent de les « déprolétarianiser » non [205] pas en effaçant la scission consommée entre le patronat et le salariat mais en les réconciliant. Ils leur donnent l'assurance qu'au sein des corporations, les patrons les traiteront sur un pied d'égalité, comme de véritables colla-

¹⁸ Paul BOUCHARD, 30 juillet 1936, p. 4.

¹⁹ Henri-Paul PAPILLON, 6 août 1936.

²⁰ Marcel HAMEL, 16 décembre 1936. *La Nation* mène une polémique féroce avec *Clarté*. Elle réclame la tête de Stanley B. Ryerson, son rédacteur en chef, pour les effets corrupteurs de son oeuvre dénationalisante. Lorsque Maurice Duplessis, en vertu de la *Loi du Cadenas*, saisit *Clarté*, *la Nation* exulte : « Heureusement pour la population saine et honnête du Québec, *Clarté* vient de disparaître de la circulation... L'Honorable Maurice Duplessis a étouffé la voix de ce journal anarchiste qui sapait à sa base notre édifice social, économique et religieux. Nous formulons le voeu que cette lutte dure jusqu'à l'anéantissement complet de tous les moyens de propagande de ces sales individus. » *La Nation*, 11 novembre 1937.

²¹ Paul BOUCHARD, 15 juillet 1937.

²² *Ibid.*, 15 juin 1939.

borateurs de la production. Ils préconisent divers moyens pour amener les travailleurs à collaborer avec leurs patrons. Paul Talbot propose à cette fin la création de « clubs ouvriers » :

L'Italie a réalisé à date cette merveilleuse organisation que sont les clubs ouvriers, soutenus tant par les corporations patronales que par les corporations ouvrières, fréquentées tant par les patrons que par les ouvriers, contribuant par conséquent à raccourcir les distances entre ouvriers et patrons ²³.

Ils combattent les unions internationales :

Nous les détestons cordialement et nous affirmons sans crainte de nous tromper qu'elles sont antinationales, à tendances louches et que les membres qui en font partie ne s'en rendent pas compte. Leur neutralité en religion, affichée et proclamée, les fait glisser insensiblement vers la religion individuelle. De plus, leurs tendances gauchistes et l'appui que ces unions internationales ont donné publiquement aux gouvernementaux espagnols affiliés à Moscou, démontrent bien où vont leurs sympathies ²⁴.

Dès qu'il est question de solidarité internationale des travailleurs, la Nation s'inquiète et lance des mises en garde aux syndiqués contre leur union ²⁵. On tente d'ennayer la prise de conscience de la lutte des classes chez les travailleurs contre les abus du grand capital car « pour paralyser la lutte des classes et la fureur bolchévique, il n'y a qu'une seule chose à faire : boucler la classe qui écrase les autres

²³ Paul TALBOT, 13 août 1936.

²⁴ Paul BOUCHARD, 22 juillet 1937, p. 3.

²⁵ Voir en particulier *la Nation*, 13 août 1936, p. 3 et 10 février 1938, p. 2. Face à la guerre civile espagnole, la Nation qui soutenait Franco réclama du gouvernement central « l'arrestation des recruteurs communistes pour empêcher que des Québécois aillent combattre contre Franco ». Ils demandèrent « d'empêcher le retour au pays de tous les anarchistes canadiens qui sont allés en Espagne et ne reviendront ici que pour organiser chez notre peuple appauvri la plus sanglante des révolutions ». (*La Nation*, 4 juin 1936.) La Nation multiplie les descriptions des crimes commis par les communistes en Espagne. À ce sujet : la Nation 9 juillet 1936, p. 4 ; 16 juillet 1936, p. 1 ; 23 juillet 1936, p. 4. 30 juillet 1936, p. 4 ; 6 août 1936, p. 1 ; 29 octobre 1936, p. 1 ; 21 janvier 1937, p. 1 ; 25 février 1937, p. 2 ; 15 avril 1937, p. 1 ; 29 avril 1937, p. 1 ; 13 janvier 1938, p. 1 ; etc.

et donner du pain et du travail aux ouvriers. Quand l'ouvrier travaille et qu'il a de quoi faire une vie propre, il n'a pas le temps d'être communiste ²⁶. »

II. - Le corporatisme ou l'utopique retour en arrière

[Retour à la table des matières](#)

Les séparatistes de *la Nation*, comme les nationalistes traditionnels durant les années 1930-1940, ont préconisé le corporatisme qui devait apporter un « ordre nouveau ». Ils croient possible de ressusciter un régime de l'ère précapitaliste, un régime qui ne sera pas celui de la concurrence et du droit du plus fort, un régime dans lequel les petits producteurs au sein des corporations autonomes seront protégés et pourront retrouver la stabilité et la sécurité ²⁷. Pierre Dandurand, dans son analyse de l'idéologie du journal *le Devoir* ²⁸ a émis l'hypothèse selon laquelle [206] la crise aurait eu pour effet « d'accentuer un certain anticapitalisme et de fournir des éléments favorables au développement d'une mentalité utopique en ce qui concerne l'organisation économique ». Cela est exact. Il n'a cependant pas vu dans le projet utopique du corporatisme une caractéristique de l'idéologie petite-bourgeoise ²⁹.

Utopistes, les rédacteurs de *la Nation* croient qu'un État corporatiste ou fasciste pourrait jouer le rôle d'arbitre et mettre à la raison les grands monopoles. Parlant

²⁶ Jean-Louis GAGNON, 30 juillet 1936.

²⁷ À ce sujet, voir Daniel GUÉRIN, *Sur le fascisme II, Fascisme et Grand Capital*, Paris, Maspéro, 1969, pp. 77-101.

²⁸ Pierre DANDURAND, *Analyse de l'idéologie d'un journal nationaliste canadien-français : le Devoir, 1911-1956*. Thèse de M. A. (Sociologie), Université de Montréal, 1961, 147 p.

²⁹ Voir N. POULANTZAS qui a retracé dans l'idéologie de la petite-bourgeoisie traditionnelle « un aspect anticapitaliste du statu quo : contre la « grosse richesse », les « grosses fortunes », mais statu quo, car cet ensemble tient à sa propriété et craint sa prolétarianisation. Cela se conjugue souvent avec l'aspect « égalitariste », d'aspiration contre les monopoles et d'un retour en arrière vers « l'égalité des chances » d'une « juste » concurrence d'une part, avec le crétinisme parlementaire d'un égalitarisme par le suffrage de l'autre : cette petite-bourgeoisie veut des changements sans que le système change. » (Op. cit., p. 262.)

des « ploutocrates étrangers », Bouchard dira que « seul un État fasciste pourra (les) dompter, (les) exproprier si nécessaire ou (les) forcer à ne pas nuire à la nation (sic), sinon à travailler pour elle ³⁰ ». La Nation présente l'État fasciste italien comme l'exemple d'un « État à la fois technique et vraiment démocratique, uniquement soucieux du bien général, libre de l'entreprise de la haute finance ³¹ ». Croyant à la neutralité de l'État et refusant de voir dans l'appareil d'État capitaliste l'inévitable instrument de la classe dominante, ces petits-bourgeois laissent croire qu'un État corporatiste pourrait être l'État-levier d'une bourgeoisie nationale tout en demeurant le représentant des intérêts de toute la collectivité :

L'État, représentant les intérêts de la collectivité, sera forcé de jouer un rôle de plus en plus prépondérant dans la direction de l'économie nationale ³².

Et plus concrètement :

L'économie dirigée inhérente au régime corporatif que nous voulons instaurer dans le nouvel État guidera nos nationaux dans le domaine économique. Les frontières étrangères donneront peu à peu la suprématie industrielle et commerciale aux nôtres ³³.

Nicos Poulantzas a bien décrit cet aspect idéologique du « fétichisme du pouvoir » à l'intérieur de l'idéologie de la petite-bourgeoisie :

Cette petite-bourgeoisie attend que cet État neutre lui apporte « d'en haut la pluie et le beau temps », bref qu'il arrête son déclin. Plus même : cela conduit souvent à une « statolatrie ». La petite-bourgeoisie s'identifie dans ce cas à l'État, dont la neutralité rejoindrait la sienne, se concevant comme une classe « neutre » entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, pilier d'un État qui serait « son » État. Elle aspire à l'« arbitrage » social, en ce sens qu'elle voudrait, comme le disait Marx, que toute la société devienne petite-bourgeoise ³⁴.

³⁰ Paul BOUCHARD, 8 octobre 1936.

³¹ Ibid., 25 novembre 1937.

³² Ibid., 5 août 1937.

³³ Ibid., 14 janvier 1937.

³⁴ Nicos POULANTZAS, op. cit., p. 262.

III. - Pour l'émergence d'une bourgeoisie nationale

[Retour à la table des matières](#)

L'absence d'une bourgeoisie capitaliste autochtone dynamique est présentée comme étant la faillite commerciale des Canadiens français. [207] *La Nation* multiplie les inventaires mesurant la participation des capitalistes canadiens-français à la tête d'entreprises. On reprend les percutantes révélations de Victor Barbeau publiées dans *Mesures de notre taille* ³⁵.

Pour expliquer le petit nombre de grands et moyens capitalistes, la Nation rappelle, à quelques nuances près, l'interprétation idéaliste traditionnelle qui sous-estime les facteurs objectifs dans l'explication de l'infériorité économique des Canadiens français. Faute de n'avoir pas compris que, dans le système capitaliste, et en vertu des lois mêmes de son développement, la petite-bourgeoisie avait tendance à périlcliter et à être éliminée, ils s'attribuent la responsabilité du non-développement de cette classe. Les petits marchands et les petits commerçants n'auraient pas saisi « que le patriotisme allait de pair avec les affaires » :

Je veux prouver qu'à part l'esprit anti-progressif de routine et de conservatisme exagéré qui nous afflige, c'est à une insuffisance de patriotisme et de civisme qu'il faut attribuer l'alarmante faillite commerciale des Canadiens français ces dernières années ³⁶.

³⁵ Montréal, 1936.

³⁶ Paul BOUCHARD, 7 mars 1936. Voir également *la Nation*, 14 mars 1936, p. 3 ; 4 mai 1936, p. 3 ; 24 décembre 1936, p. 1 ; 29 juillet 1937, p. 4 ; etc. À la suite de l'abbé Groulx qui répétait que la cause de tous nos retards et de toutes nos faiblesses dans le domaine économique n'était pas en dehors de nous mais en nous (*Directives, 1959* (1937), Éd. Alerte, p. 38), ils reprennent les formules soulignant le « manque de confiance », la « mentalité de vaincu » ; « nationalisme mal compris, patriotisme de parole, manque de charité et d'esprit de solidarité, autant de principes de causalité qui sans aucun doute sont à l'origine de toutes nos déficiences ». (Roger VÉZINA, dans *la Nation*, 18 avril 1936.

Lorsque, au-delà des explications psychologisantes, la Nation cherche une réponse du côté de l'histoire, on ne voit pas que l'implantation au Québec de la grande industrie à caractère continental, dès la fin du XIXe siècle, entraînait inévitablement la marginalité pour les petites entreprises ; l'impérialisme américain confinant les capitalistes québécois dans les secteurs les moins payants. Quand ce n'est pas la Confédération que les rédacteurs du journal rendent responsable de « notre stagnation industrielle, commerciale et financière ³⁷ », c'est aux gouvernements provinciaux qu'ils font porter le poids de cette responsabilité, comme si les divers gouvernements bourgeois provinciaux avaient disposé des pouvoirs politiques, des ressources financières, d'une marge de jeu politique et d'indépendance suffisantes pour pouvoir mettre en train une « politique nationale ».

Identifiant « libération économique » au développement d'une bourgeoisie nationale, ils n'ont jamais caché leur sympathie pour les capitalistes canadiens-français : « nous attendons beaucoup de nos hommes d'affaires et en toutes occasions nous nous ferons leurs défenseurs et protecteurs ³⁸. » Constatant que les hommes d'affaires canadiens-français n'ont jamais disposé d'un gouvernement national pour se développer, c'est l'appui d'un pareil État qu'ils recherchent. *La Nation* est en effet convaincue que les seuls moyens efficaces, susceptibles d'assurer leur relèvement économique, sont d'ordre politique. Elle se dissocie de tous les nationalistes traditionnels qui préconisaient d'abord le relèvement [208] économique : « Comment conquérir l'économie si la Province ne possède pas les leviers de commande ? Voilà ce que nous ne concevons pas. Emparons-nous du politique et l'économie viendra ³⁹. » *La Nation* juge que le demi-État provincial ne peut rien pour remédier à l'aliénation des richesses naturelles par les capitalistes anglo-américains :

Comment notre province pourra-t-elle secouer cet esclave économique ? Elle devrait réformer tout le régime économique actuel, c'est-à-dire le capitalisme, le grand commerce, la grande industrie, la finance, les banques, matières sur lesquelles elle n'a aucune juridiction ⁴⁰.

³⁷ G. JOBIDON, 29 février 1936.

³⁸ Albert PELLETIER, 13 août 1936.

³⁹ Michel DECHAMPIGNY, 11 mars 1937.

⁴⁰ Pierre LETARTE, 4 juin 1936.

Pour le groupe de P. Bouchard, il est impossible de trouver des solutions à la crise à l'intérieur du statu quo constitutionnel. L'indépendance ou l'élargissement de l'autonomie législative ne sont pas seulement jugées nécessaires pour l'instauration du corporatisme, mais pour l'établissement de tout « régime politique et économique nouveau ». Si, en 1936, cet « ordre nouveau » s'identifie étroitement au corporatisme, après 1938 le Crédit social apparaît, pour certains collaborateurs de la Nation, susceptible de « mettre fin à l'esclavage économique de notre peuple ⁴¹ ».

Les rédacteurs de la Nation lancent de nombreux appels aux marchands et commerçants canadiens-français les invitant à prendre conscience des avantages que constituerait pour eux un État national souverain :

Et pour terminer sur une idée qui nous est chère : Ne pensez-vous pas, Messieurs, qu'un État fibre, maître de son immigration, de ses douanes et de sa législation commerciale ne vous apporterait pas une plus grande protection qu'un État fédéral édifié contre nous et où nous sommes noyés dans une masse hostile d'Anglo-Saxons plus puissants que nous qui cherchent à vous briser commercialement pour mieux nous détruire ⁴² ?

Ils aspirent au contrôle de l'appareil d'État car « le parlement provincial ne peut presque rien pour nous. Toutes les lois, toutes les institutions, tous les leviers de

⁴¹ Les séparatistes de la Nation étaient particulièrement intéressés à la nouvelle théorie du Crédit social. Louis Even s'est même trouvé associé à Paul Bouchard lors de la campagne électorale de Lotbinière. C'est surtout Roger Vézina qui défendait les thèses créditistes. Paul Bouchard fut plus réservé, reprochant au Crédit social d'être une solution trop partielle. La réforme monétaire ne peut être qu'une partie de tout un ensemble de réformes. Sa solution : le corporatisme qui, selon Bouchard, « pourra se doubler d'un bon crédit social quelle que soit la forme que les nécessités de l'application pratique pourront lui donner en définitive » (5 novembre 1936). Et encore en 1937 : « L'État libre possédera le contrôle de sa monnaie. Qu'est-ce qui pourra l'empêcher alors d'instaurer dans ses frontières le Crédit social bien compris ? » (28 janvier 1937.) À la fin de l'année 1938, la Nation ajoute à son programme la « réforme monétaire ». C'est surtout au cours de l'année 1939 qu'elle présente avec plus de sympathie le créditisme. (Voir *la Nation*, 4 mai 1939 ; 8 juin 1939 ; 15 juin 1939 ; 1er août 1939.) En mars 1939, la Nation défend le projet de création d'une Banque d'État provinciale qui « permettrait surtout à l'État de financer lui-même ses propres entreprises sans avoir recours aux banquiers » (P. BOUCHARD, 2 mars 1939).

⁴² Paul BOUCHARD, 7 mars 1937.

commande sont entre les mains d'étrangers qui nous tiennent...⁴³. » Derrière les expressions « pour nous » et les « étrangers » ne faut-il pas lire les doléances de la petite-bourgeoisie face à la bourgeoisie monopoliste étrangère ? Paul Bouchard masque, sous un discours idéologique, cette réalité de la lutte des classes⁴⁴.

La petite-bourgeoisie québécoise a réagi comme toutes les petites-bourgeoisies qui se trouvent dans un désarroi extrême lors du développement des monopoles :

[209]

D'une part, elles (les multiples couches de la petite-bourgeoisie) sont traditionnellement hostiles à toute intervention de l'État, et d'autre part, elles attendent que l'État les sauve de la ruine, de la prolétarianisation, leur passe des commandes avantageuses, devienne un arbitre équitable entre elles et le grand capital et qu'il limite le pouvoir des monopoles. La résistance farouche à la « fusion avec le prolétariat », l'illusion que la petite-bourgeoisie pourrait accéder au pouvoir et l'utiliser contre les concurrents monopolistes engendrent souvent des conditions favorables à la pénétration d'opinions fascistes et réactionnaires extrémistes au sein de la petite-bourgeoisie⁴⁵.

Même si le but déclaré des séparatistes de 1936 est de « promouvoir la renaissance économique du Canada français », le rôle qu'ils entendent faire jouer à l'État québécois ne nous laisse aucun doute sur le type de promotion économique qu'ils envisagent : « Et puis un État souverain en matière de finances et monnaie peut toujours financer la production de ses nationaux. L'exemple de Salazar est typique⁴⁶. » Marcel Hamel a employé une formule très révélatrice pour décrire l'orientation de cet État éventuel : « En définitive, je crois au capitalisme pour l'essor des nôtres et au socialisme à l'endroit des étrangers⁴⁷. »

⁴³ Ibid., 4 juin 1936.

⁴⁴ Ils diront par exemple : « Seul un État souverain dans la province de Québec peut réaliser la renaissance économique de notre province. » (Pierre LETARTE, 4 juin 1936.) Ils présenteront l'indépendance politique comme « la clé de la libération économique » de tous les Canadiens français. (Paul BOUCHARD, 14 juillet 1938.)

⁴⁵ Victor TCHEPRAKOV, *le Capitalisme monopoliste d'État*, Moscou, Éd. du Progrès, 1969, pp. 419-420.

⁴⁶ Roger VÉZINA, dans *la Nation*, 5 mai 1938.

⁴⁷ Marcel HAMEL, 23 juin 1939.

Nullement anti-impérialistes, les séparatistes de 1936 ne préconisent aucunement la transformation des grandes firmes étrangères. Ils parlent d'un vague contrôle que pourrait exercer sur elles l'État souverain : « Ils n'ont pas compris que loin de prêcher contre le capital étranger, nous lui trouvons toutes sortes de charmes, à la condition toutefois qu'il soit proprement contrôlé par un gouvernement ayant en vue l'intérêt du pays ⁴⁸. » Paul Bouchard s'est toujours empressé de rassurer les adversaires du séparatisme qui craignaient l'exode des capitaux américains. Même une fois « indépendants », nous devons faire appel encore à eux et « les appels de notre future patrie ne resteront pas sans réponse ⁴⁹ » Paul Bouchard est convaincu que la politique du nouvel État sera telle qu'il y aura toujours de la facilité à trouver des capitaux ⁵⁰.

Pour développer une bourgeoisie autochtone, les rédacteurs de la Nation souhaitent l'adoption d'une « politique nationale », c'est-à-dire « organiser notre politique et notre économie pour des Canadiens français d'abord ⁵¹ ». Par exemple, ils accuseront Maurice Duplessis de ne pas avoir de « politique nationale » en n'encourageant pas exclusivement des capitalistes canadiens-français : « Au lieu de favoriser la Prévoyance et autres maisons d'assurance-feu canadiennes-françaises, même si elles devaient faire de la réassurance, Duplessis place toujours les assurances du gouvernement québécois dans une maison anglaise, la Dominion Life, pour favoriser un de ses agents d'élection trifluviens. Favoritisme et patronage ⁵² » ! Paul Talbot dans un article manifeste illustre bien ce qu'on entendait par « politique nationale » :

[210]

Exigeons des administrateurs de notre patrimoine national que l'aliénation de ce qui reste de nos richesses forestières, hydrauliques et minières,

⁴⁸ G. JOBIDON, 14 mai 1936.

⁴⁹ Paul BOUCHARD, 28 janvier 1937.

⁵⁰ Voir IDEM, 28 janvier 1939. Dostaler O'LEARY des Jeunesses Patriotes était encore plus explicite : « Et il n'y a pas un financier qui ne pourra s'accommoder des conditions qui lui seront faites par un gouvernement, dont la politique économique sera de travailler à la plus grande collaboration du capital et du travail. » (*Séparatisme, doctrine constructive*, Montréal, Éd. des Jeunesses Patriotes, 1937, p. 163.)

⁵¹ Jean LESPÉRANCE, dans la Nation, 17 mars 1938.

⁵² Paul BOUCHARD, 15 octobre 1936.

par quelque mode que ce soit, ne soit permise qu'aux nôtres avec prohibition d'aliéner à l'étranger ⁵³.

La Nation favorise également, dans le cadre de cette politique, l'octroi de prêts de l'État aux seuls entrepreneurs canadiens-français, ce qui aurait pour effet, selon elle, de « décupler le nombre de nos firmes, offrir une solution partielle au chômage, redresser la confiance collective dans les organismes de chez nous et affirmer sinon la supériorité, du moins l'égalité du Canadien français avec son compétiteur anglo-saxon ⁵⁴.

On ne compte plus aussi les articles réclamant la pratique systématique de l'« achat chez nous » seul moyen d'édifier sur une base solide notre industrie et nos finances ⁵⁵ ». Conscient des limites de ces campagnes d'achat chez nous, Paul Bouchard les juge indispensables cependant :

Eux qui n'ont aucun gouvernement national pour les protéger et les soutenir, il faut donc leur aider à se maintenir. Se maintenir c'est à peu près tout ce qu'ils peuvent faire. Progresser, devenir puissants, cela leur est impossible dans les cadres de la Confédération. (...) Aussi longtemps que nous ne jouirons pas d'un État national, le nationalisme économique sera pour nous une impérieuse nécessité ⁵⁶.

Parmi les autres moyens que préconisent tour à tour les chroniqueurs économiques de *la Nation*, signalons le « boycottage des produits anglais ⁵⁷ » et la solidarité à l'intérieur du patronat canadien-français ⁵⁸.

* * *

Comme nous avons pu le constater, l'aspect anticapitaliste de façade que l'on trouve chez les idéologues petits-bourgeois de la Nation est très différent de l'anticapitalisme socialiste. Il est l'interprète fidèle des aspirations les plus rétrogrades de la petite-bourgeoisie « traditionnelle » canadienne-française qui voudrait voir

⁵³ Paul TALBOT, 2 juillet 1936.

⁵⁴ Voir *la Nation*, 14 mars 1936, p. 3 ; 4 avril 1936, p. 4 ; 18 avril 1936, p. 2 ; 14 mai 1936, p. 2 ; 21 mai 1936, p. 5 ; 25 juin 1936, p. 2 ; 7 avril 1938, p. 1.

⁵⁵ Roger VÉZINA, 3 juin 1937.

⁵⁶ Paul BOUCHARD, 18 avril 1936.

⁵⁷ Jean-Louis GAGNON, 18 avril 1936.

⁵⁸ Paul BOUCHARD, 4 novembre 1937.

l'État québécois réglementer l'activité économique pour diminuer la capacité concurrentielle de ses adversaires. Rêvant d'un capitalisme amendé, débarrassé des abus de la concentration, la Nation n'a présenté aux ouvriers qu'un anticapitalisme inoffensif et utopique qui a contribué à les détourner davantage du véritable socialisme. « Tout l'art du fascisme consiste à se dire anticapitaliste sans s'attaquer sérieusement au capitalisme ⁵⁹. »

Robert COMEAU
Université du Québec à Montréal,

Fin du texte

⁵⁹ Daniel GUÉRIN, *Sur le Fascisme II...*, p. 78.